

31/10/2012

Chers Adhérents,

Suite aux multiples communications diffusées par certaines OSP appelant à la grève le 8 Novembre prochain et à une assemblée générale le lundi 5 novembre, nous souhaitons vous transmettre notre position et clarifier la situation.

### **La confusion intolérable concernant les auteurs de l'appel à la grève du 8 novembre prochain**

Les messages à la Commission pour l'appel à la grève du 8 novembre proviennent uniquement de trois OSP: USF, PLUS (TAO et Save Europe), Génération 2004.

Depuis toujours, le recours à la grève est pour R&D une décision trop importante pour qu'elle soit prise à la légère, sans coordination, dans la division et la précipitation. Les conséquences d'une grève ratée seraient désastreuses tant au niveau politique que médiatique.

Notre Comité Exécutif de la semaine dernière et puis de celui élargi du 24 octobre dernier associant toutes nos sections R&D dans les autres sites et institutions, a analysé la situation et discuté des options en matière de grève et s'est prononcé contre la grève le 8 novembre.

Avec nos partenaires de l'Alliance (Solidarité Européenne, Conf-SFE-CISL, SFIE), et de la majorité syndicale (FFPE, RS USHU et U4U) en coordination avec ceux des autres institutions et notamment du PE, nous avons estimé prématurée la date du 8 Novembre prochain pour faire grève et nous avons essayé sans succès de convaincre les auteurs de l'appel à la grève de mettre en place des démarches unitaires et coordonnées.

Ainsi nous refusons de participer à une grève organisée dans la division, la précipitation et l'improvisation sans la moindre coordination au niveau des autres institutions car AUCUNE autre institution ne suit ce mouvement de grève du 8 novembre.

JAMAIS par le passé une grève n'a été lancée dans une telle confusion ! Nous pensons qu'il est nécessaire de mieux s'organiser afin d'avoir des positions claires et coordonnées.

## **La solidarité avec le personnel du Conseil**

La seule explication fournie à la précipitation de cet appel à la grève est d'apporter notre solidarité aux collègues du Conseil.

Nous sommes absolument solidaires avec ces collègues.

En étroite coordination avec notre section R&D Conseil nous comptons donner la réponse la plus adéquate aux attaques des Etats membres sans pour autant contribuer à l'affaiblissement du mouvement au Conseil en se lançant avec précipitation dans une grève à la Commission très minoritaire. Une telle grève aurait pour conséquence que l'action du personnel du Conseil serait diluée et l'image globale qui en ressortirait à tous les niveaux, y compris aussi médiatiques, serait celle d'une faiblesse, d'un manque d'unité et de cohésion. Ce qui risque d'annuler tout effet utile de l'action au Conseil!

Ainsi, en coordination avec les OSP de toutes les institutions, nous lançons sans délai un appel pour la mise en place d'un **fond de solidarité** en demandant à tous les collègues de toutes les institutions et agences de soutenir avec une contribution financière les collègues du Conseil à l'occasion de la grève du 8 novembre ainsi que de toutes les mobilisations futures qui seront nécessaires.

Il s'agit d'une démarche absolument essentielle! En effet, il ne peut pas être question de faire porter aux seuls collègues du Conseil le poids des grèves qui seront nécessaires dans la bataille contre le Conseil! Les fossoyeurs des institutions et de notre fonction publique méritent une réponse ferme! Cela passe par la plus grande unité d'action des syndicats au sein de TOUTES les institutions!

Ceci impose des efforts de coordination et non pas des fuites en avant confuses et velléitaires!

## **Les attaques contre notre fonction publique imposent des réponses coordonnées, unitaires et communes au niveau de toutes les institutions!**

Malgré le message rassurant de M. Sefcovic à tout le personnel, la gravité des attaques menées par le Conseil contre notre fonction publique et la position irresponsable de plusieurs EM imposent des réactions fermes, sans la moindre ambiguïté et ceci à tous les niveaux.

Une grève ratée, non coordonnée et sans objectifs clairs serait le plus grand cadeau qu'on pourrait faire aux ennemis de la fonction publique. Dans un tel cas, tant les représentants des EM au Conseil que les médias ne manqueraient pas de l'exploiter contre les institutions et leur personnel en se sentant ainsi renforcés dans leur volonté destructrice.

**Tout au contraire, une véritable grève interinstitutionnelle coordonnée lancée dans la plus grande unité syndicale est le véritable message de force dont nous avons besoin !**

Nous allons renforcer les contacts et la coordination en vue de suivre de manière très attentive l'évolution des positions des EM au sein du Conseil, celle avec le rapporteur de la commission juridique du PE, celle avec M. Van Rompuy au Conseil le 14 novembre, enfin au vu des propositions de la présidence chypriote sur les perspectives financières (qui sont maintenant sur internet), en organisant une mobilisation croissante et une action véritablement commune en préparation du sommet des 22 et 23 novembre prochains consacré aux MFF.

Nous allons continuer à travailler dans le cadre du Front Commun au niveau de toutes les institutions pour défendre une position commune cohérente.

Dans cette période importante pour l'avenir de la fonction publique européenne, nous nous devons d'informer au mieux les collègues sur les enjeux à venir et surtout ne pas se tromper d'objectifs!

La mobilisation de tous les collègues est primordiale pour assurer à la fonction publique européenne un avenir. Le personnel de toutes les institutions est le pré requis pour la réussite d'une grève d'envergure!

**Mobilisons-nous pour notre Avenir!**